

# VENTE

## SUR SAISIE IMMOBILIERE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de LYON, Département du Rhône

REPUBLIQUE FRANCAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON, Département du Rhône, a tranché en l'audience publique du

La sentence d'adjudication suivante :

<p><b>CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</b></p>
---

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

*Dans un ensemble immobilier dénommée "RESIDENCE LE TEMPO" sis 21 Avenue Jean Mermoz à 69008 LYON (Rhône) soumis au régime de la copropriété et exploité en résidence meublée avec services, composé d'un unique bâtiment H élevé de huit étages sur rez-de-chaussée et deux sous-sol et aménagements extérieurs :*

- Les voies de desserte des divers bâtiments et leurs équipements ;
- les espaces verts ;
- les canalisations et réseaux divers (eau, gaz, électricité, câbles de télévision, tout à l'égout, etc).

*l'ensemble cadastré Section AS n°86 - 31 Avenue Jean Mermoz – pour 11a 32ca – Volume 1 (résidence étudiante tréfonds général - élévation générale constitué des parties 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 1f et 1z) et VOLUME 5 : (local transformateur et ses fosses, situé au rez-de-chaussée en façade sur la rue Maryse Bastié constitué de la partie 5c)*

*et plus précisément*

**Le lot n°69** : soit une unité d'hébergement de type T1 numéroté 417 sur les plans d'architecte sise au quatrième étage de la cage H côté Nord dont l'accès est réalisé par l'escalier et l'ascenseur de la cage H, à droite en sortant de la cage d'escalier, première porte à droite. Il comprend une entrée, une salle de bains avec WC, un dressing, une pièce unique avec coin cuisine.  
Et les 44/5000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

<b>PROCEDURE</b>
------------------

**La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie**

**A l'encontre de**



**Aux requêtes, poursuites et diligences de**

**La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES (CERA)**, Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 1.150.000.000 €, Intermédiaire d'assurance immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 760, ayant son siège social Tour INCITY - 116 Cours Lafayette à 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON (69) sous le n° 384.006.029 (SIRET 384 006 029 01660), représentée par le Président de son Directoire demeurant es qualité audit siège.

**Ayant pour Avocat Maître Frédéric ALLÉAUME Avocat associé de la SCP GRAFMEYER BAUDRIER ALLÉAUME JOUSSEMET**, Avocat au Barreau de LYON, y demeurant 1 rue de la République 69001 LYON tel : 04.78.28.59.17 fax : 04.72.00.05.90 - Toque n° 673. lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement du ministère de la SELARL HUIS AINTER, huissiers de justice à AMBERIEU EN BUGEY, y demeurant Place du 8 mai 45, en date du 29 décembre 2021.

En vertu et pour l'exécution de :

De la copie en due forme exécutoire d'un acte reçu le 26 décembre 2013 par Maître Dominique BREMENS, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « *Dominique BREMENS, Laurent THIOLLIER, Nathalie LARDET-FLEURIER et Yves DELECRAZ, notaires associés* » titulaire d'un office notarial à LYON 6<sup>ème</sup>, Cité Internationale, 45 quai Charles De Gaulle, contenant :

- 1) notamment **PRET PH PRIMO REPORT** par la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES à [REDACTED] savoir d'un montant de 110 170,92 €, remboursable en 240 échéances mensuelles d'amortissement de 650,33 € (677,87 € assurance incluse) au taux annuel proportionnel de 3,70%, soit un Taux Effectif Global de 4,39%.
- 2) **PRIVILEGES DE VENDEURS ET DE PRETEUR DE DENIERS ET AFFECTATION HYPOTHECAIRE CONVENTIONNELLE** au bénéfice de CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES par [REDACTED] des biens et droits immobiliers présentement saisis publiés au 2<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON le 13 mars 2014 Volume 2014 V n°1093

Pour avoir paiement de la somme de :

Somme due à la déchéance du terme le 29.10.2021		102 452,82 €
- Echéances échues impayées du 10.12.2019 au 10.10.2021	15 060,01 €	
- Intérêts de retard au taux de 3,40% + 3 pts sur impayés	894,19 €	
- Capital restant dû au 10.10.2021	80 839,84 €	
- Indemnité de déchéance du terme au taux de 7,00%	5 658,78 €	
Intérêts de retard au taux de 3,40 % du 29.10.2021 au 17.11.2021		186,43 €
<b>TOTAL DU AU 17.11.2021</b>		<b>102 639,25 €</b>
<b>Outres intérêts postérieurs au taux de 3,40%</b>		

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes

accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

**Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :**

- 1) La constitution de Maître Frédéric ALLÉAUME Avocat associé de la SCP GRAFMEYER BAUDRIER ALLÉAUME JOUSSEMET, Avocat au Barreau de LYON, y demeurant 1 rue de la République 69001 LYON tel : 04.78.28.59.17 fax : 04.72.00.05.90 - Toque n° 673., pour la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES avec élection de domicile en son cabinet.
- 2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du 3<sup>ème</sup> bureau du service de la publicité foncière de LYON ;
- 7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa

dénomination et son siège social ;

- 10) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de LYON siégeant TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON, 67 rue Servient 69003 LYON ;
- 12) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- 13) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-1 du code de la consommation.
- 14) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

**Ce commandement, n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie auprès du 3<sup>ème</sup> bureau du service de la publicité foncière de LYON le 03 février 2022, Volume 2022 S n°16.**

**Le 3<sup>ème</sup> bureau du service de la publicité foncière de LYON a délivré le 29 novembre 2021 un état hypothécaire hors formalité et le 04 février 2022 l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie, tous deux ci-annexés.**

*(Cf États hypothécaires hors et sur formalité ci-annexés)*

**De même et par exploit en date du 21 mars 2022 délivré par la SELALR HUIS AINTER, huissiers de justice à AMBERIEU EN BUGEY, y demeurant Place du 8 mai 45, la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE RHONE ALPES a fait délivrer à [REDACTED] assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON pour le mardi**

17 mai 2022 à 9 heures 30, Salle G.

(Cf assignation ci-annexée)

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :

65 000,00 €  
SOIXANTE CINQ MILLE EUROS

Offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

## CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES

### A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON en un LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

*Dans un ensemble immobilier dénommée "RESIDENCE LE TEMPO" sis 21 Avenue Jean Mermoz à 69008 LYON (Rhône) soumis au régime de la copropriété et exploité en résidence meublée avec services, composé d'un unique bâtiment H élevé de huit étages sur rez-de-chaussée et deux sous-sol et aménagements extérieurs :*

- Les voies de desserte des divers bâtiments et leurs équipements ;
- les espaces verts ;
- les canalisations et réseaux divers (eau, gaz, électricité, câbles de télévision, tout à l'égout, etc).

*l'ensemble cadastré Section AS n°86 - 31 Avenue Jean Mermoz – pour 11a 32ca – Volume 1 (résidence étudiante tréfonds général - élévation générale constitué des parties 1a, 1b, 1c, 1d, 1e, 1f et 1z) et VOLUME 5 : (local transformateur et ses fosses, situé au rez-de-chaussée en façade sur la rue Maryse Bastié constitué de la partie 5c)*

*et plus précisément*

**Le lot n°69** : soit une **unité d'hébergement de type T1** numéroté 417 sur les plans d'architecte sise au quatrième étage de la cage H côté Nord dont l'accès est réalisé par l'escalier et l'ascenseur de la cage H, à droite en sortant de la cage d'escalier, première porte à droite. Il comprend

*une entrée distribuant une salle d'eau avec WC, une chambre et kitchenette et un dressing.  
Et les 44/5000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.*

L'ensemble immobilier a fait l'objet d'un **état descriptif de division volumétrique** établi aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe BAILLY notaire à LYON le 8 mars 2013, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 29 mars 2013 volume 2013 P n°2487 **et d'un état descriptif de division et règlement de copropriété des volumes 1 et 5** établi aux termes d'un acte reçu par Maître Xavier CAFLERS notaire à NICE le 27 juin 2013, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 22 juillet 2013 volume 2013 P n°5513 ; ledit état descriptif de division modifié aux termes d'un acte reçu par Maître Xavier CAFLERS notaire à NICE le 20 août 2018, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 7 septembre 2018 volume 2018 P n°8107.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

**Selon acte en date du 31 janvier 2022, la SELARL CHASTGNARET ROGUET CHASTAGNARET MAGAUD, huissiers de justice à LYON, y demeurant 45 rue Vendôme, a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.**

*(Cf. PV Descriptif ci-annexé)*

**La copie de la matrice cadastrale et du plan délivrés par le Centre des Impôts Foncier de LYON sont joints au présent cahier des conditions de la vente.**

*(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)*

**B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)**

Plus de 5 ans.

**C - ORIGINES DE PROPRIETE**

### **Immédiate**

**Lesdits biens et droits immobiliers appartiennent à [REDACTED] [REDACTED] ensuite de la cession partielle à son profit du contrat de vente en état futur d'achèvement de la société LE TEMPO, société en nom collectif au capital de 200,00 €, dont le siège est 44 Cours Gambetta à 69007 LYON identifiée au SIREN sous le numéro 791 286 859 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON, aux termes d'un acte reçu par Maître Xavier CAFLERS, notaire à NICE en date du 31 décembre 2013 publié au 2<sup>ème</sup> bureau du Service de la publicité foncière de LYON, le 31 janvier 2014 volume 2014 P n°1006**

### **Antérieure**

**Lesdits biens et droits immobiliers appartenaient précédemment à la société LE TEMPO par suite de l'acquisition faite de la société SCI LYON 8 MERMOZ 1, société civile immobilière de construction-vente au capital de 100,00 €, dont le siège est 40 rue Bonnel à 69003 LYON, identifiée au SIREN sous le numéro 751 054 156 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON, aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe BAILLY notaire à LYON, le 8 mars 2013 publié au service de la publicité foncière de LYON 2<sup>ème</sup> le 29 mars 2013, volume 2013 P, n° 2488.**

### **Plus Antérieure**

**Lesdits biens et droits immobiliers appartenaient encore précédemment**

**- du chef de la société LYON 8 MERMOZ 1**

**La société SCI LYON 8 MERMOZ 1 est propriétaire par suite de l'acquisition faite de la société LYON 8 MERMOZ, société à responsabilité limitée, au capital de 100,00 €, dont le siège est 40, rue de Bonnel à 69003 LYON, identifiée au SIREN sous le numéro 528 136 740 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe BAILLY, notaire à LYON, le 8 mars 2013, publié au service de la publicité foncière de LYON 2<sup>EME</sup> le 29 mars 2013 volume 2013P n°2486.**

**- Du chef de la société LYON 8 MERMOZ**

**La SARL LYON 8 MERMOZ avait acquis les biens de la société ETABLISSEMENT FAURAX & CHAUSENDE, société anonyme au capital de 129.280,00 EUR, dont le siège est 12 place Bir Hakeim à 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, identifiée au SIREN sous le numéro 955.504.790 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE aux termes d'un acte reçu par Maître Philippe BAILLY, notaire à**

LYON le 15 mars 2011, publié au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 1<sup>er</sup> avril 2011 volume 2011 P n° 4050.

Etant ici précisé qu'afin de mettre en concordance la dénomination sociale de la société dénommée ETABLISSEMENT FAURAX & CHAUSSENDE dans le fichier immobilier du 2eme bureau des hypothèques de LYON il a été réitéré, par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er février 2011, le changement de dénomination sociale commercialement et communément utilisé pour adopter la dénomination « ETABLISSEMENT FAURAX & CHAUSSENDE ». Une copie de ce procès-verbal ainsi, que les copies de ceux constatant un changement de siège en date du 11 mai 2001 et du 30 juin 2008, ont été déposés au rang des minutes de Maître Rémi MONTOURCY, Notaire à PARIS, le 11 février 2011 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 2eme le 15 février 2011 volume 2011 P n°2338.

**- Du chef de la société ETABLISSEMENT FAURAX & CHAUSSENDE**

**Lesdits biens et droits immobiliers appartenait encore précédemment à la société ETABLISSEMENT FAURAX & CHAUSSENDE** alors dénommée « Etablissements FAURAX & CHAUSSENDE Réunis — CHAUSSENDE, JARSAILLON Frères et Cie »

- **S'agissant de la parcelle alors cadastrée section D numéro 479 par suite de l'acquisition de Monsieur François Marius VAISSON**, né à LYON (2eme arrondissement) le 23 mai 1895, **Madame Claudine VAISSON épouse** de Monsieur Félix Henri Michel **GARNIER** née à LYON (3ème arrondissement) le 4 mars 1899 **et de Madame Simone Émilie VAISSON épouse** de Monsieur Aimé Marcel **CHASTAGNÉR**, suivant acte reçu par Maîtres CHAINE et MARMEY, notaires à LYON, en date du 15 avril 1964, publié au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 5 mai 1964, volume 3982 n°3352.

- **S'agissant du tènement immobilier d'une superficie de plus de 28.000 m2 situé à LYON 17 à 27 chemin de la Guillotière à Saint Priest par suite de l'acquisition** de la société **SOCIETE LYONNAISE DES ETABLISSEMENTS BOREL, CHANTIERS DE LYON MONPLAISIR** suivant acte reçu par Maîtres Jean CHAINE et Auguste Désiré GUYONNET, notaires à LYON, du 15 juillet 1920. Cet acte a été transcrit au service de la publicité foncière de LYON 2EME le 29 juillet 1920, volume 638 numéro 2890.

Il est ici précisé qu'une partie de ce tènement (13.145 m2) a fait l'objet d'une d'expropriation au profit de la Ville de LYON en date du 22 janvier 1962 publié le 8 mars 1962, volume 3450 numéro 1922, et d'une vente au Département du Rhône pour utilité publique d'une parcelle de terrain (3.883 m2) par acte du 9 avril 1941 publié le 5 juillet 1941, volume 1023 numéro 2032.

**D – SYNDIC**

Le syndic actuel de l'ensemble immobilier est CONFIANCE IMMOBILIER, 5 rue Marc Bloch 69007 LYON.

## **E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME**

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

*(Cf. note de renseignements d'urbanisme avec plan cadastral ci-annexés)*

## **F- SERVITUDES**

Conformément à l'état hypothécaire hors formalités délivré par le 3<sup>ème</sup> bureau du service de la publicité foncière de LYON le 29 novembre 2021, il résulte :

Selon publication le 29 mars 2013 Volume 2013 P n°2487 :

- Servitudes

Fonds Dominant : AS 86 Volume 3

Fonds Servant : AS 86 Volume 1

- Servitude de passage piétons et réseaux

Fonds Dominant : AS 86 Volume 5

Fonds Servant : AS 86 Volume 1

Complément : Servitude de passage piétons et réseaux

- Servitude d'utilisation du transformateur

Fonds Dominant : AS 86 Volume 1 à 4

Fonds Servant : AS 86 Volume 5

- Servitude de passage

Fonds Dominant : AS 86 Volume 4

Fonds Servant : AS 86 Volume 1

Complément : Pour entretien technique

- Servitude

Fonds Dominant : AS 86 Volume 1

Fonds Servant : AS 86 Volume 4

Complément : Servitude de passage sur l'échelle de desserte

Servitude permettant toute intervention pour entretenir l'étanchéité du toit

- Servitude réciproque

SD (servitude réciproque) : AS 86 Volume 1 et Volume 3

Complément : Pour ventilation et désenfumage des parkings

- Servitude

Fonds Dominant : AS 80 à AS 83

Fonds Servant : AS 86 Volume 1 et Volume 3

Complément : Servitude de passage de véhicules et vélos

- Servitude de passage

Fonds Dominant : AS 80 à AS 83 et AS 86 Volume 1 à 5  
Fonds Servant : AS 87

- Servitude de non aedificandi

Fonds Dominant : AS 86 Volume 2  
Fonds Servant : AS 87

*(Cf États hypothécaires hors formalité ci-annexé)*

## **G - SUPERFICIE**

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 mai 1997 et selon les mesures établies par la société DIRECT EXPERTISE, la surface habitable est de 21.31m<sup>2</sup>.

## **H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE**

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique établi par la société DIRECT EXPERTISE.

*(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)*

## **I - OCCUPATION**

Les biens mis en vente sont occupés par la société GESTETUD laquelle fait état d'un bail commercial en date du 25 septembre 2013 pour une durée de 9 années moyennant un loyer annuel HT de 3 558,00 euros, outre charges, payable par trimestre échu.

*(Cf. Bail ci-annexé)*

Il est ici littéralement repris les mentions figurant dans l'acte reçu le 31 décembre 2013 par Maître CAFLERS, notaire à NICE, dont publication au 3<sup>ème</sup> bureau du service de la publicité foncière de LYON le 31 janvier 2014 Volume 2014 P n°1006

## **« DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX RESIDENCES AVEC SERVICES »**

### **A - INFORMATION du CESSIONNAIRE :**

#### **Destination**

*L'ensemble immobilier est destiné, sous les conditions énoncées au chapitre II ci-après, à l'usage principal de résidence avec*

*services au sens des articles 41-1 à 41-5 de la loi du 10 juillet 1965 modifiée, ci-après littéralement reproduit*

#### *Article 41-1*

*Le règlement de copropriété peut étendre l'objet d'un syndicat de copropriétaires à la fourniture, aux occupants de l'immeuble, de services spécifiques, notamment de restauration, de surveillance, d'aide ou de loisirs. Ces services peuvent être procurés en exécution d'une convention conclue avec des tiers.*

*Le statut de la copropriété des immeubles bâtis est incompatible avec l'octroi de services de soins ou d'aide et d'accompagnement exclusivement liés à la personne, qui ne peuvent être fournis que par des établissements et des services relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.*

#### *Article 41-2*

*Le syndicat des copropriétaires de "résidence-services", mis en place dans les conditions prévues à l'article 41-1, ne peut déroger à l'obligation d'instituer un conseil syndical*

*L'assemblée générale peut déléguer au conseil syndical, à la majorité absolue des voix du syndicat des copropriétaires, les décisions relatives à la gestion courante de services spécifiques.*

*Lorsqu'il ne reçoit pas de délégation à cet effet, le conseil syndical donne obligatoirement son avis sur le projet de convention en vue de la fourniture de services spécifiques lorsqu'elle est confiée à un tiers.*

*Dans ce cas, il surveille la bonne exécution de la convention dont il présente un bilan chaque année à l'assemblée générale.*

#### *Article 41-3*

*Les charges relatives aux services spécifiques créés sont réparties conformément au premier alinéa de l'article 10. Les charges de fonctionnement de ces services constituent des dépenses courantes au sens et pour l'application de l'article 14-1. Toutefois, les dépenses afférentes aux prestations individualisées ne constituent pas des charges de copropriété.*

#### *Article 41-4*

*Les décisions relatives à la suppression des services visés à l'article 41-1 sont prises à la majorité prévue au premier alinéa de l'article 26 et, le cas échéant, à celle prévue au dernier alinéa du même article.*

#### *Article 41-5*

*Si l'équilibre financier d'un ou de services mentionnés à l'article 41-1 est gravement compromis et après que l'assemblée générale s'est prononcée, le juge statuant comme en matière de référé, saisi par des copropriétaires représentant 15 % au moins des voix du syndicat, peut décider soit la suspension, soit la suppression de ce ou de ces services.*

*La résidence est destinée principalement à l'usage de RESIDENCE MEUBLEE AVEC SERVICES POUR ETUDIANTS au sens de l'article 199 services du Cade Général des Impôts créée par l'article 90 V de la Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, et de ses textes subséquents, le tout conformément à l'instruction n° 5 B-2-10 du 29 décembre 2009, au sein de laquelle il sera fourni au moins trois des quatre prestations de services prévues par l'article 261 D 4° b) du Code Général des Impôts, soit le petit-déjeuner, la fourniture de linge de*

*maison, l'accueil et le nettoyage régulier des locaux, et destiné accessoirement à usage d'habitation.*

*A cet effet, l'immeuble sera géré par un exploitant unique, avec lequel les différents propriétaires seront liés par un bail commercial.*

*En outre, compte-tenu des dispositions législatives précitées, le présent règlement comporte l'obligation durable pour l'ensemble de l'immeuble, de location des appartements meublés, pour une durée qui ne saurait être inférieure à 9 ans. »*

## **J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION**

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des conditions de la vente si nécessaire.

- S.A.F.E.R.
- Locataires fermiers
- Locataires dans immeuble en copropriété
- Zones à périmètre sensible
- Z.I.F.
- Etc.....

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

### Article 108 :

*Le titre 1<sup>o</sup> du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :*

*Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.*

### Article L 616 :

*En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.*

*Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.*

*En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.*

**Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.**

**En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.**

**Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.**

## **CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES**

Annexe créée par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008 - Modifiée lors de l'AG du CNB des 14 et 15-09-2012, Modifiée par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019

### **Chapitre I<sup>er</sup> : Dispositions générales**

#### **Article 1er – Cadre juridique**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

#### **Article 2 – Modalités de la vente**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

#### **Article 3 – État de l'immeuble**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts

d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

#### **Article 4 – Baux, locations et autres conventions**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

#### **Article 5 – Prémption et droits assimilés**

Les droits de prémption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

#### **Article 6 – Assurances et abonnements divers**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

### **Article 7 – Servitudes**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **Chapitre II : Enchères**

### **Article 8 – Réception des enchères**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

### **Article 10 – Surenchère**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

### **Article 11 – Réitération des enchères**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la

date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

### **Chapitre III : Vente**

#### **Article 12 – Transmission de propriété**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

#### **Article 13 – Désignation du séquestre**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

#### **Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **Article 15 – Vente forcée**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

## **Article 16 – Paiement des frais de poursuites et des émoluments**

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

## **Article 17 – Droits de mutation**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

## **Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

## **Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente**

### **Article 19 – Délivrance et publication du jugement**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

### **Article 20 – Entrée en jouissance**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

#### **Article 21 – Contributions et charges**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

#### **Article 22 – Titres de propriété**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

#### **Article 23 – Purge des inscriptions**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

#### **Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de premier rang**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

#### **Article 25 – Distribution du prix de vente**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

#### **Article 26 – Election de domicile**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

### **Chapitre V : Clauses spécifiques**

#### **Article 27 – Immeubles en copropriété**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

#### **Article 28 – Immeubles en lotissement**

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Me Frédéric ALLÉAUME  
Avocat poursuivant**

**A LYON**

**le 22 mars 2022**

# **ANNEXES PROCEDURALES**

- 1. Copie Assignation à comparaître à l'audience d'orientation au débiteur**
- 2. Etat hypothécaire hors formalité et sur formalité de publication du commandement**
- 3. Procès-verbal descriptif**

# **ANNEXES DOCUMENTAIRES**

- 1. Matrice**
- 2. Plan cadastral**
- 3. Diagnostics**
- 4. Bail**